
IV. Coopération au développement



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1227>

DOI : 10.4000/aspd.1227

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1987

Pagination : 101-122

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« IV. Coopération au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 6 | 1987, mis en ligne le 06 mars 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1227> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1227>

IV. COOPERATION AU DEVELOPPEMENT*

Dans la période sous revue, un seul crédit de programme concernant la coopération internationale au développement a été présenté au Parlement par le Conseil fédéral. C'est dans son message du 19 février 1986 que le Conseil fédéral a proposé l'ouverture du crédit de programme de 430 millions de francs pour la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale. Le crédit est passé devant le Conseil des Etats le 18 juin 1986 où il a été voté à l'unanimité. Quant au Conseil national, il l'a approuvé avec 112 voix contre 3, le 23 septembre 1986.

Dans les commissions et au Parlement, les débats sur la coopération au développement ont porté notamment sur les critiques dont celle-ci a été l'objet ces dernières années. La DDA a amorcé une réflexion en profondeur sur ce sujet. Signalons aussi qu'elle a rédigé, à l'intention de la Commission de gestion du Conseil national et des autres commissions intéressées, un document sur les «Principes de la coopération suisse au développement». D'autre part, les événements intervenus au Nicaragua, dont la mort tragique de deux coopérants suisses, ont retenu l'attention des milieux intéressés et des mass media.

Enfin, 1986 marque un double anniversaire. La coopération au développement de la Confédération célèbre son premier quart de siècle. C'était en 1961 que le Parlement a voté le premier crédit de programme au titre de la coopération internationale au développement et qu'un service de coopération technique a été créé au sein du Département fédéral des affaires étrangères. D'autre part, la Loi fédérale sur la coopération internationale au développement et l'aide humanitaire a dix ans. Pour marquer l'événement, un rapport sur la coopération au développement sera publié début 1987.

1. LES DEPENSES POUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EN 1985

La Suisse (Confédération, cantons et communes) a consacré 681,2 millions de francs à la coopération au développement en 1985, ce qui représente 0,28% du PNB, contre 0,27% en 1984. Ce total se répartit de la manière suivante :

*) Dans la troisième section de la partie statistique de ce volume, le lecteur intéressé trouvera quelques tableaux concernant l'APD de la Suisse, précédés de commentaires analytiques.

APD de la Suisse en 1985

	en mio de francs	en %
Confédération	666,9	97,9
Cantons et communes	14,3	2,1
	<u>681,2</u>	<u>100,0</u>

Selon l'arrêté fédéral du 19 décembre 1985, le budget d'APD de la Confédération pour 1986 s'élève à 743,1 millions de francs, soit à 0,29% du PNB prévu (voir tableau 13, page suivante).

L'APD de la Confédération est gérée par différents départements. En 1985, la part du DFAE/DDA s'est élevée à 85,2% des dépenses, comprenant la coopération technique, l'aide financière et l'aide humanitaire. La part du DFEP/OFAEE (les mesures économiques et commerciales) a été de 11% et celle du DFI/OFC (les bourses) de 0,5%. Les dépenses encourues au titre de l'administration de l'aide se sont élevées à 2,4% du total des dépenses.

Les différentes mesures de coopération au développement prises par la Confédération sont financées par les crédits de programme suivants :

- le crédit de programme concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière de 1,8 milliard de francs du 19 mars 1984, entré en vigueur le 1er novembre 1985 pour une période d'au moins trois ans ;
- le crédit de programme concernant la continuation de l'aide humanitaire internationale de 440 millions de francs du 21 novembre 1984, entré en vigueur le 1er juillet 1985 pour une période d'au moins trois ans ;
- le crédit de programme de 350 millions de francs du 14 décembre 1981, entré en vigueur le 1er juillet 1982, destiné au financement de mesures de politique économique et commerciale et le crédit supplémentaire de 100 millions de francs pour des mesures visant au renforcement de l'économie suisse. Au 31 décembre 1985, 70% des moyens financiers du crédit de programme de 350 millions de francs faisaient l'objet d'un engagement ferme et les 100 millions de francs supplémentaires étaient entièrement engagés. Le nouveau crédit de programme de 430 millions de francs du 19 février 1986 pour la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale entrera en vigueur lorsque le crédit précédent aura été entièrement utilisé, mais au plus tôt le 1er janvier 1987 pour une durée d'au moins trois ans ;
- le crédit supplémentaire de 120 millions de francs du 12 septembre 1984, entré en vigueur le 14 avril 1985, concernant la participation à l'augmentation du capital des banques de développement interaméricaine, africaine et asiatique ainsi que l'adhésion de la Suisse à la Société interaméricaine d'investissement, crédit d'une durée minimale d'un an et demi.

TABLEAU No. 13

EVOLUTION DE L'APD DE LA SUISSE, 1982-1990
Comparaison entre montants déboursés
et montants annoncés par l'OCDE (1)

	1982	1983	1984	1985	1986(2)	1987(3)	1988(3)	1989(3)	1990(3)
Montants déboursés et prévus:									
mio. de fr.	489	574	617	681	743	801	863	930	1004
% du PNB	0,24	0,27	0,27	0,28	0,29	0,30	0,31	0,32	0,33
Procédures en vigueur à l'OCDE									
Montants déboursés:									
mio. de fr.	489	574	617	681	743	801	863	930	1004
+différences «notes»	22	97	54	62	58	23	23	24	28
	511	671	671	743	801	824	886	954	1032
% du PNB	0,25	0,31	0,30	0,31	0,31	0,31	0,32	0,33	0,34
Moyenne du CAD:	0,37	0,36	0,36	0,35					

1) La méthode statistique en vigueur à l'OCDE pour la comptabilisation du mode de paiement en «notes» oblige chaque pays déclarant à annoncer les montants des contributions multilatérales effectuées sous forme de «notes» (reconnaisances de dettes irrévocables) au moment de leur émission, alors que ces contributions ne sont, dans le cas de la Suisse, comptabilisées comme dépenses qu'au moment des tirages effectifs s'échelonnant sur plusieurs années.

2) Budget 1986 selon TAF du 19 décembre 1985

3) Budget 1987 et Perspectives financières 1988-90 du 29 septembre 1986

Source: DDA, Recueil de statistiques, octobre 1986.

Répartition des crédits

En ce qui concerne les parts de l'aide bilatérale et multilatérale dans l'APD totale, elles étaient de 78,2% et de 21,8% en 1985, soit à peu près les mêmes qu'en 1984. Quant à la part des dons dans l'APD totale, elle est passée à 95%, contre 94% en 1984.

Les PMA (1) ont reçu 33% de l'aide bilatérale de la Suisse en 1985, soit une légère baisse par rapport à 1984 (34%). Parmi les PMA, les principaux receveurs sont, dans l'ordre, le Népal, le Rwanda, la Tanzanie et le Mali. En considérant ensemble le groupe des PMA et celui des autres pays à faible revenu (PNB/hab. inférieur à 700 dollars), leur part s'est élevée à 65% en 1985, contre 70% en 1984. Cette baisse a été compensée, en majeure partie, par l'augmentation de la part revenant aux pays à revenu moyen (PNB/habitant supérieur à 700 dollars), part passant de 12% à 15% entre 1984 et 1985.

TABLEAU No. 14

**Répartition des mesures de coopération,
1984-1985**

	1985		1984
	mio. de fr.	en %	en %
Coopération technique:	333,5	49	45
Aide financière:	96,3	14	18
Mesures économiques et commerciales:	73,2	11	10
Aide alimentaire:	77,5	11	10
Aide humanitaire:	78,1	11	13
Non classé	27	4	4
Remboursement de prêts:	- 4,4	-	-
	681,2	100	100

Source: DDA, *recueil de statistiques*, octobre 1985.

2. LES POINTS SAILLANTS DES DEBATS PARLEMENTAIRES SUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

En 1985-86, les débats sur la coopération au développement dans les commissions et au Parlement ont été moins fréquents qu'au cours de la période précédente. Tandis qu'en 1984-85, trois messages avaient été présentés au

Parlement par le Conseil fédéral, un seul crédit de programme est passé devant les chambres fédérales dans la période sous revue. Il s'agit du crédit pour la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale. Toutefois, les occasions mettant la coopération au développement sur la sellette n'ont pas manqué. Citons les événements intervenus au Nicaragua qui ont suscité des interrogations à la fois sur le fond et sur la forme du programme suisse de coopération dans ce pays et, d'une manière générale, dans les pays victimes de conflits ou d'insurrections armées. (Voir : La coopération au développement au Nicaragua, Chap. II/3.) Les débats à ce sujet ont été vifs, au Parlement comme dans les mass media.

D'autre part, le débat général sur l'efficacité et la raison d'être de l'aide a été poursuivi. Cette fois, ce sont les différentes critiques adressées ces dernières années à la coopération au développement qui ont été au centre des discussions. Chaque année, la DDA présente un tour d'horizon sur des aspects d'actualité de sa politique aux Commissions parlementaires concernées. Sur la demande de la Commission des affaires étrangères du Conseil national, le tour d'horizon 1985 fut consacré justement aux critiques contre la coopération au développement et notamment au livre de Brigitte Erler intitulé «Aide mortelle» (2). La DDA a pris position face à ces critiques dans le tour d'horizon évoqué. Publié au printemps 1985, ce livre a retenu l'attention des milieux concernés en raison de la sévérité des critiques développées par une personne ayant une longue expérience professionnelle de la coopération allemande au développement. Selon l'auteur, ancienne déléguée du ministère fédéral allemand pour la coopération économique, la coopération au développement est dommageable pour ceux qu'elle entend aider en priorité, à savoir les pauvres.

En mai 1986, la Commission des affaires étrangères du Conseil des Etats a tenu une séance consacrée à la politique de coopération au développement et aux critiques auxquelles celle-ci se trouve confrontée. Parmi les questions évoquées, citons celles de la capacité d'absorption limitée de certains pays pauvres, des critères de sélection des projets d'aide, de la comparaison entre l'aide bilatérale et multilatérale et de la nécessité d'une plus grande coordination entre les pays donateurs. Quant aux activités de coopération au développement de la Suisse, elles devraient notamment faire l'objet d'évaluations externes, éventuellement sur demande du Parlement. La nécessité de résister à la bureaucratisation de l'aide a également été soulignée.

Le nouveau crédit de programme pour la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale a été l'occasion d'autres discussions, en particulier sur l'opportunité des crédits mixtes. Le crédit est passé devant le Conseil des Etats le 18 juin 1986 où il a été voté à l'unanimité. Le 23 septembre 1986 c'était au Conseil national d'en débattre. Il l'a approuvé avec 112 voix contre 3. Notons que la proposition suivante de la Commission des affaires étrangères a été adoptée par le Conseil national. Elle demandait d'ajouter à l'arrêté fédéral sur le nouveau crédit de pro-

gramme un alinéa qui précise que lorsqu'il s'agit des contributions à des organisations internationales pour des projets et des programmes spécifiques (aide associée et cofinancements) la Suisse s'associe au choix, à la préparation et à l'évaluation de ceux-ci. Cette proposition émane, à l'origine, des œuvres d'entraide. Le Conseil fédéral s'y est rallié. D'autre part en ce qui concerne les crédits mixtes, ils ont fait l'objet de critiques sévères.

Pour Mme Gurtner (POCH, BE) ces crédits sont contraires aux principes de la coopération suisse au développement. Il s'agit d'un instrument de promotion des exportations et non d'une mesure de coopération. Elle a donc proposé de supprimer la part réservée aux crédits mixtes, soit 240 millions de francs. Comme solution de rechange, elle a demandé qu'on utilise ces moyens pour dédommager les pays pauvres exportateurs de produits primaires des pertes dues aux baisses des prix, afin de favoriser ainsi des améliorations structurelles dans ces pays. Ses propositions ont été rejetées. Quant aux socialistes, il n'ont pas mis en cause les crédits mixtes en tant que tels ni l'idée que de tels crédits peuvent aussi favoriser l'industrie suisse. Cependant, ils ont critiqué le fait que ces crédits sont souvent utilisés pour financer de grands projets, notamment dans le secteur de l'énergie, qui ne répondent pas aux besoins réels des pays pauvres. A cet égard, rappelons l'interpellation de Renschler (S, ZH) au Conseil national du 4 décembre 1985 concernant l'accord de crédit mixte signé entre la Suisse et l'Indonésie le 30 septembre 1985 pour le financement de deux turbines à vapeur à Belawan. L'accord a été ratifié par le Conseil fédéral le 15 janvier 1986. La réponse écrite de ce dernier du 3 mars 1986, justifiant la décision prise et expliquant la procédure suivie, n'a pas satisfait l'interpellateur. Ce projet n'a pas fait l'objet d'un appel d'offres international comme d'habitude. D'autre part, les conséquences économiques possibles de l'implantation de la centrale thermique ont suscité des inquiétudes, en Indonésie comme en Suisse. Notons également que la DDA, consultée sur la question, s'est prononcée contre l'opportunité du projet pour des raisons relevant de la politique de développement ainsi que pour des raisons écologiques.

Enfin, un postulat a été déposé par Cottet (UdC, Fribourg) au Conseil national le 17 mars 1986 concernant l'aide alimentaire directe. Il demande notamment au Conseil fédéral de fonder l'aide alimentaire suisse en définissant les cas où elle est nécessaire, à évaluer son ampleur moyenne, d'étudier un système de participation régulière de la Suisse à cette aide et de prévoir la constitution éventuelle de réserves de denrées suisses non périssables, disponibles pour les actions ponctuelles. Rappelons que l'aide alimentaire avait fait l'objet de plusieurs postulats au Conseil national en 1984-85 (Voir l'Annuaire 1985, p. 88.)

Commission consultative pour la coopération internationale au développement

La Commission, créée en 1976, a pour tâche principale de conseiller le Conseil fédéral et son administration dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Présidée par Mme Elisabeth Blun-

schy, la Commission compte 19 membres. Il s'agit de représentants des grands partis politiques, des œuvres d'entraide privées, de l'industrie et des banques ainsi que des syndicats. Les universités et les media y sont également représentés. La Commission siège quatre fois par année.

La réunion d'août 1985 fut consacrée à un tour d'horizon de la politique fédérale en matière d'aide humanitaire. Les questions concernant l'aide alimentaire et ses effets, et en particulier l'aide alimentaire en produits suisses, ont retenu l'attention de la Commission. Il en fut de même de la question de la coordination nécessaire entre les activités de coopération au développement et les différentes actions d'aide humanitaire.

A l'ordre du jour de la réunion de novembre 1985 figurait le nouveau crédit de programme de 430 millions de francs pour la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale. La question importante des rapports entre le commerce et la politique de développement a été au cœur des discussions. Quant à la séance de janvier 1986, elle a été consacrée à la problématique des rapports interculturels. Rappelons que ce thème, ainsi que celui des liens entre le commerce et le développement, avaient été soulevés par le rapport Basler du 14 juin 1984 (3).

Enfin, la dernière réunion dans la période sous revue, en avril 1986, a eu pour objet les critiques adressées à la coopération au développement ces dernières années, et en particulier le livre de Brigitte Erler, cité plus haut. L'auteur estime qu'il faut interrompre la coopération au développement telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui car elle nuit aux pays du Tiers Monde et aux couches les plus pauvres de la population qu'elle entend aider. L'auteur s'appuie sur sa longue expérience de la coopération au développement allemande. La plupart des projets qu'elle cite en exemple se réfèrent au Bangla Desh. La Commission a estimé que l'auteur n'a pas su relativiser la valeur de ses expériences et que les conclusions qu'elle en tire sur le plan général sont par conséquent excessives. Toutefois, ses critiques ne devraient pas être étouffées. Elles illustrent notamment les grandes difficultés liées à l'analyse de la structure sociale et des rapports de pouvoir locaux. La connaissance approfondie de ceux-ci est souvent insatisfaisante. Mais elle est nécessaire pour que les projets atteignent leurs buts et ne soient pas détournés au profit d'élites locales.

3. MESURES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES

Les mesures économiques et commerciales de la coopération suisse au développement font l'objet d'un crédit de programme distinct depuis 1979. Ce volet comprend cinq types de mesures touchant de multiples domaines et dont chacun présente des caractéristiques différentes: aide à la balance des paiements, crédits mixtes, mesures dans le domaine des produits de base, de la promotion commerciale des pays en développement et de la promotion de l'engagement de ressources de l'économie privée à des fins d'industrialisation.

Les dépenses au titre de mesures économiques et commerciales se sont élevées à 73,2 millions de francs en 1985, soit à 11% de l'APD totale de la Confédération. La répartition par catégories de mesures a été la suivante :

1985	mio de francs	%
Aide à la balance des paiements	38,3	51
Crédits mixtes	29,0	40
Produits de base	2,6	4
Promotion commerciale	2,6	4
Promotion de l'engagement de ressources du secteur privé	0,7	1
Total	73,2	100

Selon l'arrêté fédéral du 19 décembre 1985, le montant prévu au budget 1986 pour les mesures économiques et commerciales s'élève à 100,9 millions de francs, soit à 13,6% de l'APD prévue. Notons que des changements dans le mode de versement peuvent influencer le montant des dépenses d'une année à l'autre.

Au 31 décembre 1985, 70% des moyens financiers du crédit de programme de 350 millions de francs faisaient l'objet d'un engagement ferme. Ce crédit devrait être épuisé début 1987. Pour l'ensemble du crédit, la répartition des dépenses de l'ensemble de ce crédit de programme selon le niveau de revenu des pays bénéficiaires donne les ordres de grandeur suivants : 55 % en faveur de pays dont le revenu ne dépasse pas 400 dollars, 21% pour ceux avec un revenu situé entre 400 et 800 dollars, et quelque 24% au bénéfice de pays avec un revenu par habitant jusqu'à 1.400 dollars (sur la base des données de 1984).

Trois nouveaux accords de **crédits mixtes** sont entrés en vigueur en 1985, soit avec le Cameroun (2e accord), la Chine (1er accord) et la Thaïlande (2e accord). Trois autres accords ont été conclus mais la ratification était encore en suspens à fin 1985. Il s'agit d'accords avec l'Indonésie, la Jordanie et la Colombie. L'accord avec l'Indonésie a été ratifié par le Conseil fédéral le 15 janvier 1986. Quant à l'accord avec la Colombie, il est entré en vigueur le 13 mai 1986. Sur un total de 435,5 millions de francs pour les cinq accords, la part de la Confédération s'est élevée à 162,5 millions de francs. Le rapport entre la part de la Confédération et la part des banques s'est situé dans une relation allant de 1:2 (Indonésie, Jordanie, Colombie, Thaïlande) à 1:1 (Chine). En 1986, des pourparlers ont eu lieu pour la conclusion de nouveaux accords de crédits mixtes avec la Côte d'Ivoire, le Pakistan, le Pérou et la Tunisie. L'accord avec la Tunisie (2e accord) est entré en vigueur le 17 septembre 1986.

Quant à l'**aide à la balance des paiements**, trois accords sont entrés en vigueur en 1985, soit avec Madagascar (3e accord), avec le Ghana (2e accord) et avec la Zambie. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un cofinancement avec l'Association internationale de développement (IDA). En 1986, deux accords ont été conclus, d'une part avec la Guinée (cofinancement avec

l'IDA) et, d'autre part, avec le Sénégal (première action au titre de la contribution suisse à la Facilité spéciale pour l'Afrique). D'autres actions sont prévues ou en train d'être négociées, notamment avec le Ghana et la Zambie. Rappelons que la Suisse a signé avec l'IDA, en septembre 1985, un accord sur le cofinancement de programmes au titre de la Facilité spéciale pour l'Afrique subsaharienne portant sur un montant de 80,4 millions de francs. La Facilité est gérée par l'IDA.

Notons que les aides à la balance des paiements ont connu une croissance marquée ces dernières années. Le Conseil fédéral en donne l'explication suivante: «En augmentant l'aide à la balance des paiements par rapport au montant indicatif initialement prévu, nous sommes parvenus à trouver une adaptation souple aux nouveaux besoins issus de la crise en Afrique» (4). Cette crise, qui touche en particulier les pays au sud du Sahara, a créé «des besoins considérables d'aide financière rapidement disponible à des conditions favorables afin de tirer parti des capacités de production existantes. La couverture de ces besoins incombe en premier lieu à l'aide à la balance des paiements ainsi qu'à la mise en œuvre de mécanismes de financement compensatoire dans le domaine des exportations de matières premières. Compte tenu des capacités existantes mais non utilisées, cette forme d'aide revêt une importance prioritaire pour l'économie et la politique de développement» (5).

Au chapitre des mesures de soutien des produits de base et de promotion commerciale, signalons que la Suisse a renforcé la collaboration avec le Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI). Dans le domaine des produits de base, il s'agit de différentes actions visant à aider les pays en développement à commercialiser leurs matières premières. A titre d'exemple, citons le financement de la préparation de projets pour la commercialisation de produits de base sélectionnés.

Parmi les mesures de **promotion commerciale**, la plus importante concerne le financement des activités de l'Office suisse d'expansion commerciale en faveur des pays en développement. Ce projet soutient les pays désireux de développer leurs exportations vers la Suisse sur le plan des contacts, des conseils et des informations en général. Il a été prolongé en 1984 pour une durée de quatre ans. D'autre part, il a été prévu de financer un projet visant à mieux implanter sur le marché suisse certains produits prometteurs en provenance de pays en développement choisis.

En ce qui concerne la **promotion de l'engagement de ressources de l'économie privée à des fins d'industrialisation**, il s'agit notamment de promouvoir les investissements et les transferts de technologie de petites et moyennes entreprises suisses dans les pays en développement. Tels sont, par exemple, les objectifs du bureau de l'ONUDI à Zurich, financé, à ce titre, par l'OFAGE. Ce projet a été prolongé pour cinq ans en 1985. Il a été élargi par l'adjonction d'un expert en provenance du centre du commerce international qui est chargé de déterminer les possibilités d'exportation des projets industriels soumis au bureau de l'ONUDI.

(Voir aussi dans le présent Annuaire l'article de H. Stetter et J.P. Wolf.)

Le nouveau Message concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale

Dans son Message du 19 février 1986, le Conseil fédéral présente les principes qui régiront l'utilisation du nouveau crédit de programme, les modifications de la politique à suivre et des méthodes à appliquer. Le Conseil fédéral écrit que la coopération suisse au développement forme un tout cohérent. Dans sa conception, les différents moyens engagés sont complémentaires les uns par rapport aux autres. La coopération suisse au développement a des objectifs politiques, humanitaires et économiques. Ceux-ci s'appliquent aussi aux mesures de politique économique et commerciale. Toutefois, le Conseil fédéral reconnaît que dans ce domaine les motifs économiques comptent plus que pour les autres formes de la coopération au développement.

Le Message annonce une politique de continuité et de consolidation de la plupart des actions financées par les précédents crédits de programme. Aucun changement fondamental n'est prévu dans la politique de mise en œuvre des différentes mesures. Pour accroître la qualité et l'efficacité des actions menées, les efforts vont se porter sur l'amélioration des procédures à chacune des phases du cycle des projets. Les critères applicables aux choix des pays bénéficiaires dans les différents domaines resteront les mêmes que par le passé. Ils ont été définis dans le message du 14 décembre 1981 sur la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale (voir l'Annuaire 1983). Actuellement, la limite de revenu par habitant applicable aux pays bénéficiaires s'élève à 1.430 dollars (sur la base des données de 1983). Ainsi, on peut y inclure les pays moins avancés appartenant à la catégorie des pays en développement à revenu moyen (selon les statistiques de la Banque mondiale). Toutefois, il ressort du nouveau message que ce plafond ne constitue pas une limite absolue. «Dans le cas où ce plafond est dépassé, une attention particulière sera vouée aux régions et aux couches de la population qui sont défavorisées» (6).

Le nouveau crédit de programme est le troisième du genre. S'élevant à 430 millions de francs, il dépasse de 80 millions le crédit de programme précédent si l'on exclut le crédit supplémentaire de 100 millions de francs pour des mesures visant au renforcement de l'économie suisse. Cette augmentation des moyens est destinée à l'aide à la balance des paiements et, dans le secteur des produits de base, aux mécanismes compensatoires des déficits de recettes d'exportation. (Ces mécanismes sont encore à l'étude.) Il s'agit d'un soutien accru aux pays en crise, en particulier en Afrique subsaharienne, visant à maintenir et à mieux exploiter les capacités de production existantes, dans le cadre de politiques nationales d'assainissements financiers et d'ajustements structurels. Dans les autres domaines où des mesures sont prises, l'objectif poursuivi au plan qualitatif est une consolidation des engagements au niveau actuel.

Le montant réservé à l'aide à la balance des paiements dans le nouveau crédit de programme a ainsi été multiplié par 1,7 par rapport au crédit de pro-

TABLEAU No. 15

Répartition des crédits de programme entre les différentes catégories de mesures
(milo. de fr.)

	Nouveau crédit de programme (Chiffres Indicatifs)	Crédit de programme du 14.12.1981 Montants prévus Engagements au 31.12.85	Crédit supplémentaire du 12.01.1984 Montants prévus Engagements au 31.12.85
Crédits mixtes	240,-	240,-	70,-
Aide à la balance des paiements	120,-	70,-	59,5
Produits de base	50,-	20,-	6,3
Promotion commerciale	10,-	10,-	3,3
Industrialisation	<u>10,-</u> 430,-	<u>10,-</u> 350,-	<u>5,3</u> 244,5
			<u>100,-</u> 100,-

Source: Message concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement, du 19 février 1986.

gramme précédent. Quant au montant prévu pour les mesures de soutien aux produits de base, le facteur de multiplication a été de 2,5.

A fin 1986, la Suisse aura accordé des crédits mixtes à 18 pays et à une Banque régionale (Banque Ouest-Africaine de développement). Le message annonce pour l'avenir une politique de concentration sur un nombre plus restreint de pays pour lesquels ces crédits semblent particulièrement adaptés. Le nouveau crédit de programme permettra de financer 8 à 10 crédits mixtes dans les années à venir. Les bénéficiaires seront des pays ayant déjà reçu de tels crédits. Au sujet de l'aide à la balance des paiements, les ressources accrues prévues à cette fin permettront de réaliser à peu près quatre actions par an. Les conditions pour l'octroi de cette forme d'aide porteront comme par le passé sur la nature de la crise dans le pays bénéficiaire, sa politique de réformes économiques et d'adaptations structurelles ainsi que sur l'intégration de l'aide à la balance des paiements dans une action de soutien à l'échelon international. Enfin, quant au secteur des produits de base, il est prévu d'accroître le cofinancement de projets concernant la production, la transformation et la commercialisation de ces produits, projets à réaliser pour la plupart avec la collaboration du CCI, de la CNUCED ou encore d'autres organisations internationales. De plus, la Suisse étudie la possibilité d'offrir aux pays en développement les plus pauvres une compensation pour les pertes de devises résultant de la baisse des cours des matières premières.

4. COOPERATION BILATERALE AU DEVELOPPEMENT

4.1. Coopération technique et aide financière

Les dépenses de la DDA au titre de la coopération technique et de l'aide financière bilatérales se sont élevées à 327,7 millions de francs en 1985, soit à 61,5% de l'APD bilatérale totale de la Confédération. Quant à la répartition sectorielle de ces ressources, la part qui revient au développement agricole (agriculture et sylviculture) a continué sa progression, avec plus de 33% des dépenses ventilées en 1985 (31% en 1984). Ce secteur prééminent est suivi par celui de l'éducation, avec 11% des dépenses. Vient ensuite le secteur des transports et communications (10%), suivi par les trois secteurs : industrie et artisanat ; banques, tourisme et coopératives ; santé et services sociaux (chacun 9%). Citons encore les projets multisectoriels qui ont reçu 10% des dépenses.

La coopération technique et l'aide financière bilatérales de la DDA se répartissent sur plus de 550 projets dans 44 pays. En 1985, les actions en cours gérées directement par les services opérationnels de la DDA étaient au nombre de 215, représentant 37% des dépenses pour les 553 projets soutenus. Sur ce total, 103 projets sont réalisés en régie par des institutions et entreprises suisses, dont 69 par les œuvres d'entraide. Viennent ensuite les contributions pour des actions spécifiques à des institutions suisses (119 projets) et à des organisations internationales (116 projets). Le recours à

des appuis extérieurs pour la préparation, la mise en œuvre ou encore l'évaluation des projets est par conséquent fréquent.

Quant à la répartition géographique, l'Afrique occupe de loin le premier rang avec 43% des dépenses, ce qui représente une progression par rapport à 1984 (39,8%). Les parts de l'Asie et de l'Amérique latine ont été, respectivement, de 28 et 18%. Notons encore que 17 pays et une région (le Sahel) dits de concentration ont, à eux seuls, reçu 55% des moyens de la coopération technique et de l'aide financière bilatérales (7). Enfin, 35% de cette aide ont été consacrés aux PMA, alors que 30% l'ont été aux autres pays à faible revenu.

Collaboration avec les œuvres d'entraide suisses

En raison de l'expérience dont elles disposent dans certains secteurs et certains pays, la collaboration avec les œuvres d'entraide revêt une grande importance pour la DDA. De plus, selon le Conseil fédéral, les œuvres d'entraide «sont mieux outillées pour appuyer de petits projets à l'échelon d'une communauté villageoise par exemple» (8). Cette collaboration peut revêtir deux formes : soit des contrats de régie par lesquels la DDA leur délègue la réalisation de projets qu'elle a elle-même identifiés et élaborés, soit des contributions fédérales aux projets des œuvres d'entraide, contributions qui couvrent au maximum les deux tiers du budget total du projet. Outre le financement de projets spécifiques, la DDA a ouvert à six d'entre elles — Helvetas, Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Caritas, Entraide protestante suisse — une ligne de crédit pour un ensemble de projets d'une durée d'une ou de plusieurs années. La Fédération genevoise de coopération bénéficie aussi d'une telle ligne de crédit.

En 1985, la DDA a versé aux œuvres d'entraide un montant global de 92,2 millions de francs, soit une progression de 33% par rapport au chiffre de 1984 (9). Parmi les quelque 40 organisations privées concernées, Intercoopération et Helvetas occupent une place de choix, touchant ensemble plus de 55% des contributions totales de la DDA aux œuvres d'entraide.

Collaboration avec l'économie suisse

Pour résoudre les problèmes que posent les multiples activités de la coopération au développement, la DDA fait appel à différents partenaires à l'extérieur de ses services. Aux côtés des œuvres d'entraide, des universités, hautes écoles et instituts suisses figure notamment l'économie privée. Cette collaboration se fait par des commandes de matériel passées à des entreprises suisses ou par le biais de mandats confiés à des bureaux d'ingénieurs ou des firmes de consultants. Ces mandats peuvent se limiter à certains volets techniques à l'intérieur des projets (expertises, évaluations, conseils, etc.) ou peuvent être confiés pour la réalisation globale de projets (projets en régie). Notons qu'il existe un groupe de contact entre la DDA, l'OFAEE et les ingénieurs-conseil et architectes concernés.

En 1985, dans le cadre de la coopération bilatérale au développement, la DDA a conclu 173 contrats avec des experts individuels pour des missions

de courte durée représentant au total 13 millions de francs et 27 contrats avec des firmes de consultants ou d'ingénieurs-conseil pour des études, des évaluations ou des missions pour un montant global de 3,2 millions de francs. Il s'agit de contrats conclus dans le cadre de projets de coopération technique et, dans une moindre mesure, de projets d'aide financière. Les commandes de matériel passées à des entreprises suisses en 1985 se sont élevées à 2,3 millions de francs.

5. COOPERATION MULTILATERALE AU DEVELOPPEMENT

5.1. Coopération technique et aide financière

C'est l'aide bilatérale qui se voit accorder la priorité dans la coopération au développement de la Suisse. Toutefois, la part de la coopération multilatérale est loin d'être négligeable. Au cours des années 1970, elle a oscillé entre 30 et 40% de l'APD totale. Dès 1982, elle descend en dessous de 30% et atteint, en 1984, son niveau le plus bas, à savoir 21,4%. En 1985, elle était de 21,8%. La baisse récente est due essentiellement au mode de paiement en «notes» utilisé dans le cas d'une partie des contributions multilatérales (voir note 1 du tableau no 13). Ainsi, la tendance à la baisse devrait se renverser ces prochaines années. Toutefois, remarquons que la part de la coopération multilatérale dans l'APD de la Suisse est en réalité plus élevée que le pourcentage cité ici. Cela s'explique par le fait que les contributions suisses à des projets multilatéraux prenant la forme d'aide associée et de cofinancements, ou encore la participation suisse à des institutions internationales de recherche, figurent dans les statistiques officielles dans le chapitre de la coopération bilatérale. En corrigeant les statistiques sur ces points, la part de la coopération multilatérale dans l'APD totale de la Confédération s'approcherait des 50%.

La coopération multilatérale permet de soutenir des pays ainsi que des secteurs qui répondent aux critères de l'APD suisse mais avec lesquels la DDA ne peut pas entreprendre de programmes bilatéraux essentiellement en raison de sa capacité administrative limitée. D'autre part, la coopération multilatérale au développement est considérée comme une tâche commune des pays industrialisés. En prenant à sa charge une partie de celle-ci, la Suisse entend manifester sa solidarité avec les autres pays donateurs. Rappelons que la coopération multilatérale se distingue de l'aide associée et du cofinancement en ce sens qu'elle prend la forme de contributions générales à des fonds ou des programmes d'institutions multilatérales. Ces contributions ne sont pas liées à l'exécution de projets spécifiques.

Les contributions financières suisses aux activités multilatérales de développement se sont concentrées sur les mêmes institutions qu'au cours des années précédentes. (Voir partie Statistiques, tableau 3.4.). En 1985, les versements nets au titre de la coopération technique et de l'aide financière multilatérales se sont élevés à 91 millions de francs (contre 66 millions en 1984) (9).

Sur ce total, les versements en faveur des organisations et fonds des Nations Unies représentaient 82% environ, le solde revenant aux banques régionales de développement et à leurs fonds spéciaux. Depuis des années, c'est le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui est le partenaire le plus important de la Suisse dans le domaine de la coopération technique multilatérale. Le PNUD est l'organe central du système des Nations Unies pour la programmation, le financement et la coordination de la coopération technique. Il reçoit ainsi la part du lion des contributions suisses aux organisations des Nations Unies, soit 57,7%, en 1985. Depuis la création du PNUD en 1966, la Suisse fait partie de son Conseil d'administration. En 1985, ce dernier a mené à bien les négociations sur le 4^e cycle de programmation (1987-1991), auxquelles la délégation suisse a participé très activement. Il a été décidé notamment de porter la croissance annuelle des ressources du PNUD à 8% et de favoriser encore plus que par le passé les pays pauvres dans l'allocation de ces ressources. Notons aussi que la Suisse a continué à assumer la présidence d'un groupe informel des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur le PNUD et son rôle au sein du système des Nations Unies.

Parmi les organisations des Nations Unies soutenues par la Suisse au titre de la coopération technique, c'est le Fonds international de secours à l'enfance (FISE/UNICEF) qui vient en deuxième position. La Suisse est membre de son Conseil d'administration depuis 1946. La contribution générale de la Suisse en faveur du Fonds a été augmentée de 9 millions de francs en 1984 à 12 millions en 1985. Selon le Conseil fédéral, le FISE s'oriente aujourd'hui davantage vers des actions à long terme, visant à améliorer durablement la situation des enfants et des mères dans les pays en développement.

Enfin, parmi les événements marquants de la coopération multilatérale au développement en 1985-86, citons la Conférence des Nations Unies sur les femmes en juillet 1985 à Nairobi (Annuaire 1985), l'Examen global à mi-parcours du Nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés en septembre-octobre 1985 à Genève (voir Chap. I/9.5), la Conférence générale de l'UNESCO en octobre-novembre 1985 à Sofia (voir Chap. I/3) ainsi que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique en mai 1986 à New York (voir Chap. I/1). La DDA a pris une part active aux délégations suisses participant à ces conférences.

5.2. Banques régionales de développement

La Suisse est membre de la Banque interaméricaine de développement (BID) depuis 1976, de la Banque asiatique de développement (ADB) depuis 1967, et de la Banque africaine de développement (BAD) depuis 1982. L'un des principaux objectifs des banques régionales de développement réside dans l'amélioration des conditions de vie pour les couches les plus pauvres

de la population. La BID accorde par exemple 50% de ses prêts à des projets dans les pays à faible revenu.

Les trois banques régionales gèrent aussi des fonds pour le développement et peuvent offrir principalement des crédits sans intérêt à long terme. Par exemple, en ce qui concerne le fonds de développement de la banque asiatique, la durée de remboursement est de 40 ans; les 10 premières années étant considérées comme période de carence où seule une commission de 1% est perçue.

L'octroi de crédits n'est, en règle générale, pas lié à des obligations d'ordre macro-économique (conditionalité). Le crédit est accordé sur la base de critères spécifiques relatifs aux projets tels que la technologie adaptée, le respect de l'environnement, etc. L'accord dépend de l'exécution de diverses mesures (sur les plans administratif, institutionnel, de la politique des prix, etc.) dans le pays emprunteur.

La BID a fondé la Société d'investissements interaméricaine (IIC) afin de renforcer le secteur privé dans le Tiers Monde et de promouvoir en particulier les petites et moyennes entreprises; cette société devrait commencer à être opérationnelle en 1986. La Suisse a ratifié l'accord à ce sujet en octobre 1985. La Banque asiatique de développement envisage également d'intensifier la promotion et le soutien du secteur privé. La politique des banques de développement et de leurs fonds correspond aux principes de la coopération suisse au développement. La Suisse considère les activités de ces banques comme un complément indispensable des relations bilatérales.

Les banques régionales de développement jouissent d'une solide réputation de solvabilité sur les marchés des capitaux. Le marché suisse des capitaux représente une source de financement importante pour la BID et l'ADB; jusqu'à fin 1984, la BID et l'ADB ont sollicité le marché pour des montants de 2,1 et 1,5 milliards de francs respectivement. En 1984, la BAD a aussi émis un emprunt de 100 millions de francs et, en 1986, un nouvel emprunt a été lancé.

Vu que la Suisse est membre des banques de développement, les entreprises suisses peuvent répondre aux appels d'offres lancés pour les projets financés par ces banques. Au cours de la cinquième augmentation de capital de la BID (1979-1982), la Suisse a reçu en retour sept fois le montant versé durant la même période par la Confédération à la BID, sous forme de commandes (1).

En 1986, la Suisse a participé à une augmentation du capital de la **Banque asiatique de développement** par un montant approximatif de 49 millions de francs. Sur cette somme, 6 millions ont été versés; le reste représente un capital de garantie sur lequel on peut effectuer des prélèvements. Ces fonds seront prélevés sur le crédit supplémentaire rattaché au crédit-cadre de 300 millions de francs, pour la participation de la Suisse au capital des banques de développement.

Lors de la réunion annuelle de la **Banque interaméricaine de développement**, en mars 1986, la Suisse s'est prononcée en faveur d'une reprise de l'octroi de crédits au Nicaragua. Pour l'octroi de crédits, la Suisse maintient

le principe des statuts, c'est-à-dire qu'elle se base uniquement sur des critères objectifs (critères d'ordre économique, technique...) et ne prend pas en considération le domaine politique. La Suisse souhaiterait que l'octroi de crédits de la BID puisse s'étendre à tous les Etats d'Amérique centrale. Le Nicaragua était le seul pays de cette région à n'avoir pas reçu de nouveaux prêts de la BID pendant ces deux dernières années, suite à la pression des Etats-Unis.

La **Banque africaine de développement** a accédé en juillet 1986, pour la première fois depuis 1984, au marché suisse des capitaux et a émis un emprunt de 100 millions de francs.

6. AIDE HUMANITAIRE

Les versements de la DDA pour l'aide humanitaire (y compris l'aide alimentaire) se sont élevés à 149,4 millions de francs en 1985, soit à 22,4% de l'APD totale de la Confédération, contre 23,5% en 1984. A ce sujet, le Conseil fédéral considère qu'un quart environ de l'APD totale devrait être consacré à l'aide humanitaire ces prochaines années. Le crédit de programme de 440 millions de francs qui assure la continuation de l'aide humanitaire internationale de la Confédération est entré en vigueur le 1er juillet 1985 (voir l'Annuaire 1985).

TABLEAU No. 16

Total des dépenses d'aide humanitaire

	1984		1985	
	mlo. fr.	%	mlo. fr.	%
Corps suisse d'aide en cas de catastrophes	8,51	6	14,38	9,6
Contributions aux organisations internat. et aux oeuvres suisses d'entraide	69,35	48,6	63,15	42,3
Aide alimentaire	<u>64,84</u>	<u>45,4</u>	<u>71,86</u>	<u>48,1</u>
	142,70	100	149,39	100

Source: DDA, Rapport annuel 1985

La part de l'aide d'urgence et de l'aide aux réfugiés dans le total de l'aide humanitaire a continué à s'accroître en 1985, atteignant 89%, contre 87% en 1984.

Aide alimentaire internationale

En 1985, les contributions en nature de produits laitiers suisses, de céréales et d'autres produits alimentaires (surtout suisses) ont atteint 66.270 tonnes (d'équivalents de blé), ce qui représente une valeur de 72 millions de francs. L'aide en denrées alimentaires a ainsi atteint un nouveau record annuel, ce qui est dû à la situation critique de nombreux pays africains et à la détresse des réfugiés dans le monde entier. La part de l'Afrique dans l'aide alimentaire s'est élevée à 38,5 millions de francs ou à 53%.

Avec un total de 27.962 tonnes, l'aide en céréales a augmenté de 9,6% par rapport à 1984. En valeur, elle représente 26% de l'aide alimentaire totale. Une grande partie de cette aide (riz, farine suisse, sorgho, etc.) est destinée aux cas d'urgence et aux réfugiés. Ainsi, ces principaux bénéficiaires ont été des victimes de la sécheresse et des réfugiés en Afrique et en Asie. 71% des céréales ont été achetés dans les pays en développement, surtout en Asie (66% en 1984). L'aide en céréales de la Suisse s'inscrit dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire issue de l'Accord international sur le blé dont la Suisse est membre. L'engagement annuel minimal de la Suisse est de 27.000 tonnes d'équivalents de blé.

Quant à l'aide en produits laitiers suisses (essentiellement du lait en poudre), elle a dépassé 4.500 tonnes, soit une progression de 13% environ par rapport à 1984. En valeur, elle a représenté quelque 37 millions de francs, soit plus de la moitié de l'aide alimentaire totale. Rappelons que les achats effectués à ce titre à l'agriculture suisse, aux prix subventionnés, permettent d'alléger le compte laitier de la Confédération de plusieurs millions de francs par an.

Une autre forme d'aide alimentaire, moins importante, est constituée par l'aide en produits alimentaires divers (poires séchées, graisse alimentaire, biscuits, etc.). En 1985, elle s'est élevée à 1.307 tonnes.

Signalons encore les contributions en espèces versées par la Confédération au titre de l'aide alimentaire. S'élevant à 16,3 millions de francs, elle a représenté 22,6% du total en 1985. Plus de la moitié de ces contributions a été destinée au Programme alimentaire mondial (PAM).

Enfin, comme l'année précédente, la part de la Suisse à l'aide alimentaire mondiale s'est élevée à 0,5%.

Aide humanitaire directe

La part du Corps suisse d'aide en cas de catastrophes (ASC) dans les dépenses totales de l'aide humanitaire est passée de 6% en 1984 à 9,6% en 1985 (voir tableau ci-dessus). Le nombre de journées de travail accomplies par les membres de l'ASC a atteint le niveau record de 14.750 (1984: 10.998, 1983: 7.620). C'est le grand nombre de catastrophes survenu en 1985 qui est à l'origine de cette augmentation (famine en Afrique noire, tremblements

de terre au Chili et au Mexique, éruption volcanique en Colombie, etc.). Cent cinquante personnes appartenant à l'ASC ont dû intervenir dans un total de 22 pays en développement (y compris l'Italie). Lors du tremblement de terre de Mexico, l'ensemble de la «Chaîne suisse de sauvetage», créée pour intervenir immédiatement après la survenance d'une catastrophe naturelle, a dû être mobilisé. Actuellement, le professionnalisme de cette Chaîne va être renforcé.

Les ressources de l'ASC ont été utilisées jusqu'à l'extrême limite des possibilités. Par conséquent, un des objectifs poursuivis consiste à augmenter le nombre de collaborateurs qualifiés de l'ASC prêts à intervenir. Une campagne de recrutement a déjà été effectuée en automne 1985, ce qui a permis de porter le nombre des volontaires enregistrés à 820.

Signalons aussi qu'une des activités relativement récentes de l'ASC consiste à apporter un soutien en matière de prévention de catastrophes naturelles (surveillance sismique et de volcans, protection contre les inondations, etc.). Ces activités, qui représentent entre 5 et 10% du volume de travail de l'ASC, seront développées davantage à partir de 1987.

Enfin, notons que les contributions aux organisations internationales et aux œuvres suisses d'entraide se sont élevées à 63,15 millions de francs en 1985, soit à 42,3% de l'aide humanitaire totale de la Confédération. Une part importante de ces ressources a été destinée aux réfugiés dans le monde, dont 23,4 millions de francs en faveur du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Quant aux œuvres suisses d'entraide, elles ont reçu 4 millions de francs pour des actions de secours.

7. CONTRIBUTIONS DES CANTONS ET COMMUNES

L'APD des cantons et communes (coopération technique et aide humanitaire) s'est élevée à 14,3 millions de francs en 1985, ce qui représente une forte progression par rapport à 1984, soit de 54%. La part de cette aide dans l'APD totale de la Suisse a ainsi dépassé 2% (1,5% en 1984).

Des 7,7 millions de francs déboursés par 22 cantons (11), 60% l'ont été par les trois cantons largement en tête qui sont, dans l'ordre, Genève, Bâle-Campagne et Zurich. D'autre part, avec Genève-ville et Zurich-ville largement en tête, 142 communes ont dépensé 6,6 millions de francs, soit 46% du total. La part de la coopération technique et de l'aide humanitaire dans l'APD totale des cantons et communes a été, respectivement, de 56,6 et 43,4%.

8. COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS PRIVEES

La coopération au développement et l'aide humanitaire constituent des prestations autonomes des différents organismes d'entraide, des œuvres missionnaires et des autres organisations privées en Suisse. Leurs activités

peuvent être soutenues financièrement par des fonds publics, ou bien certains projets de la Confédération peuvent être attribués en régie à ces organisations (voir «Collaboration avec les œuvres d'entraide suisses», Chap. IV/3).

En 1985, des organisations privées à caractère religieux ou non ont consacré 146,1 millions de francs de fonds propres à la coopération au développement et à l'aide humanitaire, ce qui représente une progression de 16% par rapport à 1984. Ces fonds propres proviennent de dons faits aux organisations en question, y compris 13,6 millions de francs de contributions provenant des cantons et communes. A cela viennent s'ajouter les contributions fédérales s'élevant à 94,8 millions de francs, soit une diminution de 11% par rapport au chiffre de 1984. Le montant total des versements des organisations privées s'est élevé à 271,2 millions de francs en 1985 (1984: 217 millions) (12). Sur ce total, 75,9% ont été consacrés à la coopération technique et 24,1% à l'aide humanitaire. Ce sont les œuvres d'entraide Terre des hommes, Caritas et EPER qui ont pu rassembler le plus de fonds. Parmi les œuvres missionnaires, la «Basler Mission» et les «Immenseer Missionäre» viennent en tête. Comme les années précédentes, Intercoopération et Helvetas ont reçu le plus de contributions fédérales. (Voir aussi partie Statistiques, tableau 3.5.) Rappelons que les activités des œuvres d'entraide privées ne sont pas limitées à la coopération technique et à l'aide humanitaire. Certaines organisations voient leur but principal dans l'information du public suisse sur les questions de développement et des relations Suisse - Tiers Monde en particulier. Par des prises de position et le lancement de différentes actions en Suisse, leurs représentants jouent également un rôle actif dans le débat politique consacré à ces sujets. Voici quelques-unes des actions menées par les organisations privées au cours de la période sous revue.

En janvier 1986, sept œuvres d'entraide ont lancé l'appel «Pour un commerce équitable avec le Tiers-Monde». Il s'agit des organisations suivantes: Action de Carême, Caritas, Entraide ouvrière, EPER, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid. L'appel est adressé aux milieux économiques, à l'administration fédérale, au Conseil fédéral et au Parlement. Il demande notamment au Conseil fédéral d'intensifier la recherche d'une politique plus constructive et plus équitable dans le domaine des accords internationaux sur les matières premières. D'autre part, l'appel demande qu'on encourage les importations de biens de pays en développement produits dans des conditions écologiques et sociales décentes. (Voir partie Analyses et positions, article de R. Gerster.) Signé par 109.700 personnes, l'appel a été remis au Palais fédéral en octobre 1986.

Une action «Bananes du Nicaragua» a été organisée en mars 1986 par l'organisation Suisse-Tiers Monde «Import- und Informationstelle für Waren aus Entwicklungsgebieten» (OS3) et soutenue, entre autres, par les Magasins du Monde ainsi qu'une dizaine d'œuvres d'entraide (dont celles citées ci-dessus). (Voir partie Analyses et positions, article de U. Tecklenburg.) Signalons aussi qu'en 1985, la Communauté de travail (Action de

Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid) a pris position notamment au sujet de la révision de la loi sur l'asile, de la révision partielle de la loi sur l'énergie atomique (questions concernant les exportations de matériel nucléaire dans les pays en développement) ainsi que de l'Accord de coopération entre la Suisse et l'Égypte en matière d'énergie nucléaire.

Pour la deuxième fois, des journées «Rencontres médias Nord-Sud» ont eu lieu à Genève, en mars 1986. Organisées conjointement par l'Institut universitaire d'études du développement, le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies, la Fédération suisse des journalistes et le Service d'information Tiers-Monde, les rencontres se sont déroulées en deux parties: un concours d'émissions de télévision du monde entier — émissions consacrées à la problématique du développement — et un colloque sur le thème: «Radios internationales et enjeux Nord-Sud».

Notes

1. Selon la liste des Nations Unies de décembre 1982, les pays les moins avancés sont au nombre de 36.
2. Brigitte Erler, *Tödliche Hilfe. Bericht von meiner letzten Dienstreise in Sachen Entwicklungshilfe*. Dreisam Verlag, Freiburg, 1985.
3. Le rapport Basler sur le «Sens et l'efficacité de l'exécution de projets de l'aide suisse au développement au Népal» avait été mandaté par la Commission de gestion du Conseil national. Au plan général, l'auteur du rapport a estimé que l'aide au développement n'était pas fondée sur une base assez solide. Il a retenu quatre thèmes qui nécessiteraient, à son avis, des connaissances mieux fondées. Outre les deux thèmes évoqués, il s'agit de l'évolution démographique du Tiers Monde, y compris le contrôle des naissances et les services de santé, ainsi que les problèmes écologiques. Voir l'Annuaire 1985, pp. 89-91.
4. Message concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement, 19 février 1986, pp. 1322-1323.
5. Op. cit., p. 1314.
6. Op. cit., p. 1316.
7. Pour la définition de ces pays, voir partie statistique.
8. Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1985, p. 33.
9. Ces chiffres font apparaître une progression de 38% des versements au titre de la coopération technique et de l'aide financière multilatérale entre 1984 et 1985. Cette forte progression s'explique par le fait que la contribution au Fonds international de secours à l'enfance apparaît pour la première fois sous cette rubrique en 1985. Auparavant, cette contribution était versée par la Division de l'aide humanitaire.
10. Ces données ont été tirées du rapport de M. H. Bruggmann, OFAEE: «Les banques régionales de développement et le point de vue de la Suisse», publié in: NZZ, 24.12.1985.
11. Jura non compris (montants non déclarés).
12. Les contributions fédérales déclarées par les organisations privées ne correspondent pas dans tous les cas avec les données fédérales. Les principales raisons en sont l'absence de réponses ou réponses incomplètes au questionnaire, décalage dans le temps entre le moment où la Confédération effectue le versement à l'œuvre d'entraide et le moment où cette dernière verse le montant au pays

bénéficiaire. En 1985, les contributions fédérales ont dépassé de 30,3 millions de francs le montant global déclaré par les organisations privées. Source : Swissaid, Aide suisse aux pays en développement 1985.

Sources

Bulletins officiels de l'Assemblée fédérale. Conseil des Etats et Conseil national, 1985 et 1986.

DDA/OFAEE, Rapport annuel 1985.

Message concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement du 19 février 1986.

NZZ 30.10.85, 16.1.86, 26.3.86, 27.5.86.

Rapport sur la politique économique extérieure 1985.

Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1985, 26 février 1986.

Swissaid, Aide suisse aux pays en développement 1985.

Tages Anzeiger 10.12.85, 10.3.86.